



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet des Côtes d'Armor

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2009/1294
GIDIC : 0522-05634
MTB

ARRÊTÉ
portant autorisation environnementale d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

La secrétaire générale chargée de l'administration de l'État
dans le département,

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** la demande présentée à l'instruction le 31 octobre 2018 et complétée le 17 avril 2019, par l'EARL DE LA GUETAUDIERE, ayant son siège social au lieu-dit « La Ville au Vent » à Saint-Jacut-Du-Mené sur la commune de LE MENE a pour objet :
- 1 - Le changement d'exploitant du poulailler P3 au bénéfice de l'EARL de la GUETAUDIERE ;
 - 2 - Une autorisation unique pour les trois poulaillers P1, P2 et P3, pour 140 579 emplacements de volailles de chair ;
 - 3 - La prise en compte de la conduite en multi-production de volailles de chair pour le poulailler P3 ;
 - 4 - La prise en compte de l'augmentation de la production d'azote et de phosphore résultante ;
 - 5 - Le maintien de la dérogation existante pour l'exploitation du poulailler P1 à moins de 100 mètres d'un tiers ;
 - 6 - Le maintien de la dérogation de distance existante pour le forage vis-à-vis de P1 ;
 - 7 - La prise en compte d'un plan de gestion des déjections constitué d'un contrat de reprise avec la société METHASEC pour l'ensemble des déjections produites sur l'installation ;
- VU** l'avis de la MRAe Bretagne du 28 mai 2019, qui n'a pas pu étudier, dans le délai de deux mois imparti, le dossier de l'EARL DE LA GUETAUDIERE, reçu le 13 décembre 2018 et complété le 17 avril 2019 et en conséquence, conformément à l'article R. 122-7 du code de l'environnement, elle n'a formulé aucune observation concernant ce dossier ;

- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 28 mai 2019 et l'avis émis le 07 décembre 2018, assorti d'observations. Le pétitionnaire a répondu aux observations suite au complément apporté au dossier le 8 mars 2019 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 28 mai 2019, qui n'a pas émis d'avis. Néanmoins, les engagements pris par le pétitionnaire doivent répondre aux dispositions réglementaires ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 28 mai 2019 et l'avis émis le 12 novembre 2018. Le pétitionnaire a transmis un complément à son dossier, dans lequel il répond aux observations de l'ARS ;
- VU la consultation des conseils municipaux de LE MENE, LAURENAN, SAINT-VRAN, PLENEE-JUGON, ROUILLAC ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 août 2019 au 24 septembre 2019 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Saint-Vran et de Le Mené pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 15 novembre 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 29 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'EARL de la GUETAUDIERE projette d'acquérir et d'exploiter le poulailler P3 en multi-production de volaille de chair ;

CONSIDÉRANT que le dossier porte, au regard de la proximité des bâtiments, sur une autorisation unique pour les trois bâtiments d'élevage (P1, P2 et P3) pour 140 579 emplacements en multi-production de volailles de chair avec le changement d'exploitant pour le poulailler P3 ;

CONSIDÉRANT que l'EARL de la GUETAUDIERE doit gérer les trois poulaillers, avec pour le poulailler P3, une alternance de conduite de volailles de chair en multi-production comme pour les poulaillers P1 et P2, à l'exception de l'élevage de dindes ;

CONSIDÉRANT qu'une dérogation de distance vis-à-vis du forage est existante, que les travaux réalisés par le pétitionnaire afin de mettre son ouvrage en conformité avec la réglementation et que le projet n'a pas de conséquence de modifier les conditions de productions et donc les impacts potentiels sur le forage ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 est abrogé.

1. 1. - L'EARL DE LA GUETAUDIERE, ci-après dénommée l'éleveur, domiciliée à LE MENE au lieu-dit « La Ville au Vent » est autorisée à exploiter, à cette adresse et à Saint-Vran au lieu-dit « La Guétaudière », à moins de 100 mètres de l'habitation du tiers le plus proche et à moins de 35 mètres du forage de l'installation, un élevage avicole (volailles de chair), dont la capacité maximale est de 140 579 emplacements **sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté** et sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 27 216 unités par an.

1. 2. - NATURE DES INSTALLATIONS

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, E, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage de volailles	Poulettes démarrées au sol et en volières	Nombre total d'emplace- ments	> 40 000 emplacements	1 place de coquelet = 1 emplacement	140579	Emplace- ments

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; DC : (déclaration contrôle périodique) E (enregistrement) ; NC : (non classé) ;

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6. 6. a)	DECISION D'EXECUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

1. 3. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'installation	Section	Parcelles
LE MENE (SAINT-JACUT-DU-MENE)	Élevage de volailles	Section : ZP	N°s : 96 et 109
SAINT-VRAN	Élevage de volailles	Section : ZK	N° : 240
LE MENE (LANGOURLA)	Fumière couverte	Section : ZY	N° : 63

Les installations citées à l'article 1. 3. ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

1. 4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont déposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état

de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 2 : - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ÉLEVAGE DE VOLAILLES (POULAILLERS ET ANNEXES).

Aménagement des bâtiments :

2. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 3 600 m².
2. 2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.
2. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
2. 4. - Toutes les eaux usées (S.A.S, etc....) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers doivent être collectées avant leur traitement ou leur épandage conformément aux dispositions réglementaires. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.
2. 5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et rongeurs.

2. 6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine des nuisances olfactives, sonores ou visuelles susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

L'inspection des installations classées peut demander l'implantation, aux frais de l'exploitant, d'écrans de végétation d'espèces locales autour de l'installation.

2. 7. - Sécurité :

2. 7. 1. - L'installation doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.
2. 7. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).
2. 7. 3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE TRANSFERT DES EFFLUENTS BRUTS

3. 1. - Un contrat est établi avec une société prestataire de service pour la reprise de 907 tonnes de fumier par an correspondant à un maximum de 27 216 UN et 14 790 UP205.

Les fumiers bruts produits sur l'installation sont destinés à être dirigés vers une installation classée sous la rubrique n° 2780 régulièrement autorisée.

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ.
- Le type de produit.
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

Si cette convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelé par les contractants ou rompue, le pétitionnaire doit, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

3. 2. - Stockage des effluents bruts

Préalablement à leur reprise par une société prestataire de service, les effluents bruts sont exclusivement stockés dans une fumière couverte d'une surface de 684 m², dont le sol bétonné et disposant de deux murs d'une hauteur minimale de deux mètres.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU FORAGE

L'exploitant est autorisé à prélever par forage situé sur la parcelle cadastrée section ZP, parcelle n° 109 sur la commune de LE MENE un volume annuel brut de 5 889 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés doivent être enregistrés à minima deux fois/an au 31 mars et au 1^{er} novembre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures (en zone littorale uniquement), ammoniac, nitrates et bactériologie (E.Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS COMMUNES

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 : AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Vran et de Le Mené pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Vran et de Le Mené pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

ARTICLE 7 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

ARTICLE 8 : EXECUTION

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Vran, le maire de Le Mené et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Laurenan, Plénée-Jugon, Rouillac.

Saint-Brieuc, le

11 DEC. 2019



Béatrice Obara